

Koweït, 22 novembre 2011

Mesdames et messieurs,

nous voici arrivés au terme de ce 8^{ème} Forum pour l'avenir qui se déroule dans un contexte international exceptionnel.

D'un côté, la crise économique et financière mondiale a semé le doute dans nos sociétés et a répandu la peur dans l'avenir, surtout parmi les populations les plus fragiles ; de l'autre côté, un immense espoir s'est levé et des changements novateurs, inédits et inattendus sont en cours qui ouvrent de nouvelles perspectives pour nos pays.

Ce moment restera comme celui où le vent de la liberté aura soufflé comme jamais.

Et cependant tout cela a un prix, parfois énorme, prix qu'est en train de payer tout particulièrement notre jeunesse.

Permettez moi donc tout d'abord de penser à celles et à ceux qui luttent pour cette liberté, et qui sont emprisonnés, ou pire qui sont torturés et assassinés par des pouvoirs qui semblent sourds aux souffrances de leurs peuples.

A ceux-là, à ces femmes et à ces hommes, je veux rendre ici l'hommage de la société civile française.

Au moment où nous nous réunissons tout peut encore arriver, tout peut encore basculer vers le pire, vers la régression et faire reculer ce grand réveil de la liberté.

Ce rappel est là pour dire le caractère exceptionnel du moment que nous vivons mais surtout pour souligner les responsabilités qui pèsent sur nous, acteurs de terrain, militants des sociétés civiles euro-méditerranéennes, hommes et femmes de culture, comme sur vous, autorités gouvernementales. Je crois que les travaux préparatoires de ce Forum portent la marque cette gravité.

Nous sommes donc arrivés au bout de cet exercice commencé, en ce qui nous concerne, au printemps dernier. Et je souhaiterais partager avec vous, trois courtes réflexions inspirées par cette expérience et destinées à contribuer modestement à définir les conditions pour renforcer le Forum de

l'avenir et lui conférer une plus grande légitimité aux yeux des opinions publiques de notre région.

1. Première considération : Le Forum de l'avenir en tant que lieu de dialogue et de concertation entre gouvernements et sociétés civiles peut être utile et je dirais même : doit être utile. Car nous avons besoin de ces rendez-vous, de ces plates-formes pluri-acteurs d'échange qui sont donc à encourager et à multiplier. Nous avons besoin de ces moments où confronter nos points de vue, ou discuter entre nous mais surtout avec les gouvernements, avec les institutions, afin d'anticiper les crises, et afin d'introduire de nouvelles pratiques de gouvernance qui incluent le dialogue avec les acteurs des sociétés civiles.

Mais une des conditions pour que cet exercice soit authentique et réellement fructueux est le respect réciproque, le respect du rôle et de la place de chacun ce qui implique en particulier le respect de l'autonomie et l'indépendance de la société civile.

C'est la condition de la légitimité de la parole de chacun, le respect du rôle et de la place de chacun. Trop de fois en effet nous avons assisté à la tentation de la part des Etats de "choisir" la société civile avec laquelle se rencontrer. Cela a produit de la frustration et a contribué parfois à creuser un fossé entre les populations et les institutions.

2. Deuxième point. J'ai parlé du vent de liberté qui souffle sur nos sociétés. Le Forum de l'avenir doit pouvoir être à la hauteur du contexte actuel : c'est à dire qu'il doit être un exercice de liberté d'expression.

Autrement dit, nous devons être en mesure d'aborder des thématiques audacieuses, sortir des cérémonials convenus, éviter les sujets consensuels, les dialogues creux, et accepter les défis de la controverse au sens positif du terme.

C'est aussi une condition de crédibilité de l'ensemble de cette démarche.

Nous pouvons donc nous réjouir de la qualité des échanges que nous avons eu au cours des derniers mois et des textes qui ont été produits. Je pense tout particulièrement à celui sur un dossier très sensible et très important à nos yeux : le dossier de l'égalité homme / femme. Sur ce sujet qui est difficile et néanmoins fondamental, nous avons trouvé dans la phase préparatoire de ce Forum un formidable et large consensus pour demander la levée des réserves à la ratification de la Cedaw - la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à

l'égard des femmes. C'est très important, pour nous. Et je suis sûre que notre texte sera utilisé et apportera un soutien non négligeable à toutes celles et à tous ceux qui luttent pour des sociétés fondées sur le droit.

3. Un dernier point. Je voudrais rappeler ici la demande de justice portée par les mouvements populaires en cours.

L'histoire contemporaine des mouvements sociaux et politiques a connu depuis la Révolution française une sorte de confrontation, de tension permanente entre les partisans de la liberté d'une part et les apôtres de la justice d'autre part : cela a donné naissance à des courants et à des sensibilités encore très présentes dans la vie politique de nos pays.

Or la grande intelligence des mouvements actuels, de ce qu'on a appelé « les printemps arabes », a été de réussir à conjuguer parfaitement ces deux exigences. Pas de liberté possible sans justice sociale. Pas de sociétés justes sans respect des libertés individuelles et collectives.

C'est pourquoi je voudrais terminer mon propos en disant ceci : jamais on ne pourra construire un avenir de liberté et de prospérité pour nos sociétés sans faire cesser la plus grande des injustices du monde actuel, celle qui est faite depuis des décennies au peuple palestinien. Et qui constitue une blessure douloureuse pour nous tous et pour chacun de nos concitoyens. Toutes les tentatives de construire des ensembles régionaux, par exemple autour de la Méditerranée, ont échoué en raison de la poursuite de l'occupation et de la négation du droit des Palestiniens à un Etat viable et reconnu. C'est votre responsabilité et c'est notre responsabilité partagée.

Mesdames et messieurs,
voilà quelques idées que nous voulions verser aux débats.

Je vous remercie pour votre attention.

Giovanna Tanzarella

présidente du Réseau Euromed France (REF)